

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 96 Mai 2012

Espoir

Ouf ! Tête-à-Claques n'a pas été reconduit !

Son quinquennat aura été, et de loin, le plus détestable de toute la V^{ème} République. Prenant le contre-pied du programme du Conseil National de la Résistance et de notre devise républicaine - liberté égalité fraternité -, il aura rogné les conquêtes sociales, la retraite à 60 ans, les 35 heures, le pouvoir d'achat, il aura réduit les services publics, il aura abaissé la justice, il aura bafoué la laïcité, il aura dressé les Français les uns contre les autres. **Il aura été le serviteur dévoué de l'oligarchie financière.** Pour donner le change auprès de citoyens trop crédules, il aura parfois osé se réclamer de Jaurès, de Blum, ou de la Résistance, alors qu'en réalité, ce qui l'anime depuis toujours, c'est une réaction contre le progrès social, contre le mouvement libérateur de mai 68, et même contre les idéaux de la Révolution française.

Sans peut-être en avoir conscience lui-même, tant son inculture est confondante, il aura retrouvé les accents de... Pétain. Ministère de l'Identité nationale, discours de Grenoble stigmatisant les Roms, meetings d'avant le premier tour exaltant la haine des syndicats, des corps intermédiaires, mépris de la justice, hostilité à l'encontre des fonctionnaires « privilégiés » et des chômeurs « fainéants ». Pour finir par une manifestation antisyndicale le Premier mai, baptisée Fête du vrai travail !

Feignant d'« assécher » le Front national, il l'a conforté par ses discours et par sa politique. Il s'est entouré notamment de conseillers et de ministres d'extrême droite (issus de Minute ou du mouvement Occident).

Il n'est pas question de mettre toute la droite dans le même sac. Mais enfin, a-t-on vu les Raffarin, Juppé, Kosciusko-Morizet prendre quelque distance ? Et les Borloo, Rama Yade, après une petite bouderie, sont vite revenus faire campagne aux côtés de Sarkozy. Nous ne l'oublions pas.

Que malgré l'exaspération qu'ont suscitée ses convictions contradictoires, son narcissisme, ses transgressions et ses rodomontades, cet aventurier ait recueilli plus de 48 % des voix est préoccupant pour l'avenir.

Le Front national au niveau très élevé de 18 %

Les analystes ont repéré deux « marqueurs » pour le FN : un niveau de diplôme inférieur au baccalauréat, et un grand éloignement des centres villes. En revanche, et cela pourra étonner, électeurs lepenistes et immigrés ne votent pas côte à côte : les communes de résidence des immigrés se trouvent au centre, et celles qui votent en masse pour le Front national à la périphérie (cf cartes d'Hervé le Bras et Jacques Lévy, *Le Monde*, 25 et 26 avril).

Le vote FN est celui de populations fragilisées, touchées de plein fouet par la désindustrialisation et par la régression des services publics, condamnées par la hausse des prix de l'immobilier à s'éloigner des centres villes, mais rattrapées par la dépendance à l'automobile et la hausse du prix de l'essence.

Ce sont les laissés-pour-compte de la mondialisation néolibérale, qui ne savent plus vers quel saint se tourner : la mondialisation néolibérale est en effet revendiquée par la droite, par les socialistes européens, mais aussi hélas, jusqu'à présent, par la majorité des socialistes français (souvenons-nous des privatisations sous Jospin). De ce point de vue, on peut bien parler de pensée unique (avec quelle gourmandise les biens pensants, comme FOG et bien d'autres, parlent des « réformes », toujours dans le même sens, toujours nécessaires, toujours « courageuses »). Pain bénit pour la famille Le Pen, qui détourne la légitime colère populaire vers les habituels boucs émissaires, l'immigré, le musulman. Et qui n'a eu qu'à se réjouir des surenchères sarkozystes.

Cette pensée régressive est lourde de dangers, d'autant qu'elle semble se répandre dans toute l'Europe, avec ses nostalgies nauséabondes.

Le recul du FN sera une œuvre de longue haleine. Il passe par des politiques qui prennent en compte les difficultés de ces populations abandonnées : réindustrialisation et relocalisation de l'économie, retour des services publics dans les campagnes, organisation de transports en commun, co-voiturage, soutien à l'agriculture paysanne, ...

Les socialistes seraient bien venus à cet égard d'exercer leur « droit d'inventaire » sur les politiques qu'ils ont conduites dans le passé, et qui ont fait la part belle au néolibéralisme...

La percée du Front de gauche

Le bon score du Front de gauche – 11 %-, ne paraît faible que par rapport à des sondages qui l'avaient placé en troisième position, alors qu'il faudrait le comparer au score de Marie-Georges Buffet en 2007. Il résulte de l'excellente campagne menée par Jean-Luc Mélançon.

Fait majeur : la géographie de son électorat rejoint celle de la gauche dans son ensemble.

La plaie du Congrès de Tours, qui en 1920 avait conduit à l'éclatement de la gauche en deux familles, communistes et socialistes, est refermée.

Le PC, dont le sigle et les symboles ont quasiment disparu dans cette campagne, a payé très lourd son soutien inconditionnel à l'Union soviétique, jusqu'en 1968 et au-delà (on se souvient du « bilan globalement positif » porté par Georges Marchais). Il est positif que ses militants, qui depuis, ont reconnu les erreurs et les crimes de l'URSS, trouvent leur

place au sein du Front de gauche (où ils se regroupent avec des dissidents du PS) et ne soient plus pénalisés par ces références. La contestation du capitalisme et du néolibéralisme, elle, est plus que jamais d'actualité.

Il faut espérer que la pression du Front de gauche aidera le PS à remettre en cause son adhésion à l'idéologie néolibérale, dont l'échec n'est que trop patent.

Heureuse surprise, alors que la gauche (et la « gauche de gauche ») ont été longtemps imperméables aux questions écologiques, le Front de gauche a avancé le concept de « planification écologique », que le futur gouvernement serait bien inspiré de reprendre à son compte.

Les Verts

Le score d'Eva Joly (2 %) pourra paraître décevant. Mais il n'est pas significatif de l'influence des idées écologiques sur les électeurs. Ceux-ci ont préféré voter Hollande dès le premier tour, afin de lui donner de meilleures chances de succès pour le deuxième tour (ce qui s'est avéré exact).

Les dirigeants d'Europe-Ecologie LesVerts ont-ils eu raison, après avoir conclu un accord avec le PS, de présenter un candidat ? Certains, comme Daniel Cohn-Bendit, ont pu en douter.

Si l'existence d'un parti écologique a été justifiée alors que la question écologique était largement ignorée de nos concitoyens, l'est-elle encore, quand cette question est prise en compte (avec bien sûr plus que des nuances...) dans la plupart des organisations politiques ?

Le « Centre »

Les électeurs de François Bayrou auront sans doute été déçus par son score de 9 %, alors qu'il avait été le « troisième homme » de 2002. Le mode de scrutin pour la présidence de la République conduit inéluctablement à une bipolarisation et rend sans issue le combat d'un homme qui se prétend « ni à droite, ni à gauche ». Le « centre » est le nom de la partie de la droite qui a conservé des valeurs républicaines. En se refusant à voter pour Sarkozy, qui venait de mener une campagne à la marge de la démocratie, et en indiquant clairement qu'il voterait Hollande, François Bayrou sauve l'honneur de la droite. Son parti éclate entre les élus qui pour la plupart ont rejoint Sarkozy, et une bonne part de ses électeurs.

L'UMP

Privée de son chef, l'UMP va connaître une période difficile. Même si ses principaux leaders souhaitent éviter toute introspection avant les élections législatives, il est douteux que le débat ne s'enflamme pas entre ceux qui assumeront pleinement les positions ultra-droitières du chef éliminé, et les autres, qui chercheront à se donner un air plus conforme aux traditions républicaines. La concurrence du Front national va obliger à des choix cornéliens : au second tour des élections législatives, au cas où ne seront qualifiés pour le deuxième tour qu'un candidat du front national et un candidat de gauche, que fera l'UMP ?

L'UMP résistera-t-elle à ces tensions ?

La gauche

La victoire de François Mitterrand en 1981 s'est traduite par un raz-de-marée rose aux élections législatives qui ont suivi.

Le contexte n'est pas le même : François Hollande n'est pas porté par le même élan que son prédécesseur, qui parvenait au pouvoir après 23 ans de mise à l'écart des responsabilités ; les marges de manœuvre de la France sont beaucoup plus réduites ; nous sommes au cœur d'une crise systémique européenne.

Mais il est vraisemblable que les urnes donneront à la gauche une large victoire. Les électeurs vont vouloir donner au nouveau président les moyens de gouverner. Ses premières déclarations, appelant au respect, au calme, au rassemblement, trouveront un écho favorable : « chacune et chacun, dans la république, sera traité à égalité de droits et de devoirs. Aucun enfant de la République ne sera laissé de côté, abandonné, relégué, discriminé. Trop de fractures, trop de blessures, trop de rupture, trop de coupures ont pu séparer nos concitoyens. C'en est fini. » Les premières mesures annoncées donneront l'espoir, l'élan.

L'espoir *

La victoire de François Hollande suscite aussi l'espoir des peuples d'Europe du Sud, confrontés aux terribles ravages des politiques de la « Troïka », Commission européenne, BCE et FMI. Surtout qu'au même moment se dessine une percée historique de la gauche de résistance aux élections législatives en Grèce, avec une chute des deux partis de gouvernement qui ont mené aux plans d'austérité et à la débâcle du pays.

Mais si le soulagement est grand, l'espoir est fragile. La pression des marchés financiers va monter dans les semaines qui viennent pour contraindre François Hollande à ratifier le Pacte budgétaire imposé par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, avec en guise de « renégociation » quelques vagues déclarations et mesurées européennes sur la croissance. Ce nouveau traité qui interdit les déficits publics et impose une austérité sans limite, doublée d'un productivisme aveugle qui met à mal la nature, le travail et le travailleur, va pourtant enfoncer l'Europe dans la dépression.

La social-démocratie française et européenne n'a pas encore pris la mesure des ruptures nécessaires pour inverser la tendance. Pourtant les forces progressistes n'ont aucun droit à l'erreur. En cas d'échec en France, la droite et l'extrême droite, dont les convergences xénophobes et autoritaires s'affirment aujourd'hui sans ambiguïté, ramasseront la mise de la déception et du désespoir.

Il y a un moyen, et un seul, pour les citoyens d'empêcher cela : la mobilisation sociale, l'intervention directe dans les affaires de la cité. A l'image de juin 1936, mais dans une dynamique d'emblée européenne, nous pouvons imposer nos exigences pour répondre aux urgences sociales, écologiques et démocratiques mises à mal par les politiques actuelles.

Renforçons nos syndicats, nos associations, nos partis progressistes ; occupons les places, les espaces publics ; imposons un débat démocratique sur les politiques économiques et sociales, en particulier au plan européen, avec un référendum sur le Pacte budgétaire.

(* texte repris d'un communiqué Attac du 8 mai)

Résultats de l'élection présidentielle des 22 avril et 5 mai 2012

	Montrouge 1 ^{er} tour	Montrouge 2 ^{ème} tour	Malakoff 1 ^{er} tour	Malakoff 2 ^{ème} tour	Bagneux 1 ^{er} tour	Bagneux 2 ^{ème} tour	Hauts de Seine 1 ^{er} tour	Hauts de Seine 2 ^{ème} tour	France 1 ^{er} tour	France 2 ^{ème} tour
Inscrits	27 851	27879	18 852	18 865	20 608	20 573	938538	939197	45 M	45 M
Exprimés	22 035	22258	14 483	14 475	15 640	15 654	733652	745944	35,5 M	34,4 M
François Hollande	7840 (36 %)	12 961 (58 %)	5 292 (36,5 %)	10 234 (71%)	6 191 (40 %)	11 158 (71 %)	35 %	48,98 %	29%	52 % ELU
Nicolas Sarkozy	6023 (27 %)	9 297 (42 %)	2 367 (16 %)	4 241 (29 %)	2 513 (16 %)	4 496 (29 %)	30 %	50,52 %	27 %	48 %
Marine Le Pen	1763 (8 %)		1 412 (9,7%)		1 682 (11 %)		8,5 %		18%	
Jean-Luc Mélenchon	3219 (15 %)		3 340 (23 %)		3 298 (21 %)		10 %		11 %	
François Bayrou	2416 (11 %)		1141 (8%)		1 069 (6,8%)		11 %		9 %	
Eva Joly	825 (3,7 %)		485 (3 %)		382 (2,4 %)		3 %		2 %	
Nicolas Dupont -Aignan	304 (1,4 %)		186 (1 %)		197 (1,3 %)		1 %		2%	
Philippe Poutou	171 (0,8 %)		158 (1 %)		175 (1,1 %)		0,7 %		1 %	
Nathalie Artaud	86 (0,4 %)		78 (0,5 %)		77 (0,5 %)		0,3 %		1 %	
Jacques Cheminade	51 (0,2 %)		42 (0,3 %)		56 (0,4 %)		0,3 %		0,2 %	

Etats-Unis. Incarcération de masse. Aujourd'hui, il y a davantage d'Africains américains dans le système pénitentiaire, en prison ou en liberté conditionnelle, qu'il y avait d'esclaves en 1850. En trente ans, la population carcérale a plus que quintuplé, passant de 300 000 à 2,2 millions. Parmi les détenus, 60 % sont noirs ou hispaniques. Principale cause de cette explosion : la guerre antidrogue, qui compte pour deux tiers dans cette augmentation. Or, quatre condamnations sur cinq concernent des seuls faits d'usage et de possession. Une seule, de trafic.

Les Noirs ne sont pas plus consommateurs que les Blancs, selon les statistiques du ministère de la santé. Pourtant, la répression s'exerce davantage dans leurs quartiers. Résultat : ils comptent pour plus de 70 % dans toutes les condamnations. Aujourd'hui, un enfant noir a moins de chance d'être élevé par ses deux parents que pendant l'esclavage.

Les Etats-Unis possèdent 5 % de la population de la planète, mais 25 % de ses détenus (*Le Monde*, 19 avril).

Hauts-de-Seine : hommage à Janine Jambu, par Marie-Hélène Amiable, députée des Hauts-de-Seine

C'est avec une peine immense que j'apprends le disparition de Janine Jambu, conseillère générale des Hauts-de-Seine de 1982 à 1993, maire de Bagneux de 1985 à 2004 et députée des Hauts-de-Seine de 1993 à 2007. Femme de convictions, courageuse et fière de ses valeurs, elle a beaucoup ouvert pour notre pays et pour que toutes et tous aient une vie digne. A l'Assemblée nationale, ses combats ont été nombreux, notamment pour le droit au logement, l'égalité homme-femme, la reconnaissance du génocide arménien, la paix et le désarmement. Députée communiste, Janine Jambu était reconnue pour son soutien sans faille au monde du travail, son combat pour les droits sociaux et humains, ses qualités d'écoute et de disponibilité.

Elle fut, durant toutes ces années, l'image même du désintéressement, de la générosité, et du dévouement sans limites pour nos concitoyens.

Elle m'a beaucoup apporté et nous sommes nombreux à pleurer une amie qui nous était chère et proche. Janine a toujours été à mes côtés lorsque je lui ai succédé comme maire de Bagneux, puis comme députée.

J'adresse mes condoléances à sa famille et à ses proches.

Courrier des lecteurs

L.G. (à propos de l'édito « les Grenouilles... ») :

Il faudrait citer toute la fable, en particulier la morale :

De celui-là contentez-vous,

(et à propos de prix d'énergie : « le KWh obtenu à partir de granulés de bois a peu monté depuis cinq ans et se trouve à 5,06 €, quand le pétrole s'est hissé à 13,22 € (l'électricité et le gaz propane sont au-dessus de 12 €, le fuel au-dessus de 9 €, le gaz naturel au-dessus de 6 €) (*Direction Générale de l'Energie et du Climat, graphique publié dans Le Monde, 9-10 avril, qui précise qu'on est passé de 350 000 tonnes de granulés en 2009 à 550 000 en 2011, et qu'on en prévoit 650 000 tonnes en 2012.*) :

Aux prix que vous citez, **il s'agit de centimes d'euro par kwh** (c€ soit un facteur cent !)

Gaz de France me facture le kwh 4, 58c€ HT soit 5,6c€ TTC (donc en dessous de 6 et non pas au dessus), cela après une récente augmentation de 4,6% (mais il est question que ça augmente encore).

Noter que la chaudière à condensation ayant un rendement supérieur à l'unité (par rapport au coefficient qui sert à GdF pour ses facturations), ça diminue d'autant le prix payé au kwh (actuellement légèrement en dessous de 5c€/kwh)

C'est étonnant que les granulés ne coûtent pas significativement moins cher que le gaz !

Tarif (de base, en basse tension monophasé) EDF 8.12*1.196= 9,7c€/kwh TTC (et non pas 12 ou plus)

A ces tarifs-là, une pompe à chaleur avec un rendement banal entre 2 et 3 (kwh de chauffage par kwh électrique consommé) reste encore le moins onéreux et de loin (abstraction faite des coûts d'installation)

Je vous laisse calculer le coût réel du fuel en fonction d'évolutions de tarifs que j'ai perdu de vue (on admet qu'un litre de fuel procure 10,5kwh, équivalent à 1m3 de gaz).

(J'ai fait cette correction depuis chez moi, après avoir consulté mes dernières factures de consommateur lambda; pour le gaz j'ai un tarif de consommateur se chauffant qui n'est pas le prix kwh le plus onéreux de GdF, mais pour l'électricité j'ai le tarif basse tension le plus cher de la gamme, qui ne sera au dessus de 12 que quand il aura augmenté de plus de 20%. D'ailleurs vous pouvez aussi consulter vos propres factures.

EdF a quantité de tarifs plus intéressants pour les plus gros consommateurs que moi, par exemple en heures de nuit, qui leur rendent le chauffage électrique moins onéreux.

Si vos chiffres erronés viennent du *Monde* ça confirme mon opinion sur ce journal qu'il a beaucoup baissé et qu'il n'est pas sur la bonne pente; d'ailleurs je ne l'achète pratiquement plus.

Si la France est un pays où l'on peut publier et laisser dire des choses inexactes sur des sujets aussi simples à vérifier, alors elle est mal partie et n'a plus sa place dans la compétition mondiale; à partir de valeurs erronées comment voulez-vous arriver à une bonne approche d'un problème ? Ce sont les Coréens ou même les Chinois (désormais aussi compétents que nous sinon plus) qui nous montreront les solutions adaptées. Si personne n'est capable d'arriver à des résultats justes sur des calculs aussi basiques, comment peut-on espérer avoir des ingénieurs capables et au-delà entretenir une industrie au niveau ?

Le premier problème de la France est d'ouvrir les yeux sur ses vraies forces et sur ses faiblesses; le niveau désolant de la campagne électorale en cours n'incite pas à l'optimisme entre les dogmes des uns et des autres).

C.L. : Désolé, camarade, tout n'est pas exact dans le texte par ailleurs intéressant que tu soumets à notre réflexion, en particulier: "La construction européenne, fondée au départ sur un désir de paix entre les peuples qui se sont déchirés dans la première moitié du XXème siècle, et sur les valeurs de démocratie et de protection sociale, est elle aussi pervertie par le triomphe de l'idéologie néolibérale."

Les dispositions du traité de Rome, du traité de Maastricht, du traité de Nice et *in fine* du traité de Lisbonne que nous dénonçons quotidiennement comme antidémocratiques (la libéralisation, l'ouverture des frontières sans contrôle aux capitaux et investissements des multinationales, une concurrence libre pour les marchands et ouverte aux spéculateurs, j'en passe et des pires) étaient déjà dans les conditions imposées aux économies européennes par USA et Canada dans le plan Marshall, géré par l'OECE devenu depuis OCDE. On en trouve les marques dans la CECA et dans le plan charbon-acier. Si certaines dispositions ont mis du temps pour s'appliquer, c'est qu'il existait dans les Etats européens des règles et des barrières de tous ordres qu'il a fallu faire sauter une à une, avec la complicité des politiques de toutes couleurs convertis au libéralisme ou corrompus par le lobbying qui s'est installé en Europe en même temps que les multinationales.

La seule construction européenne créée après la guerre pour faire régner la paix entre les peuples a été le Conseil de l'Europe, qui réunit à ce jour 47 pays dont entre autres la Turquie et la plupart des pays de l'ancien bloc soviétique mais qui n'a rien à voir avec l'UE et dont l'influence et les moyens politiques et financiers ont été soigneusement neutralisés à la création de la communauté européenne.

Attac serait d'ailleurs bien avisé d'en rappeler de temps à autre l'existence et la nature: La [convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales](#) dont la "charte des droits fondamentaux" du traité de Lisbonne n'est qu'un lamentable copié-collé partiel a été ratifiée en 1950, 50 ans avant le traité de Nice où cette charte a été prétendument "inventée" et des pays comme l'Angleterre la trouvent encore trop contraignante. Le tribunal associé condamne régulièrement la France par exemple pour l'état inhumain de ses prisons ou l'Angleterre pour ses atteintes aux droits des travailleurs.

En conséquence, le combat pour la démocratie dans l'Union Européenne ne passe pas par la correction des soit-disant déviations ou corruptions de l'UE mais par son remplacement par une union qui ait réellement l'objectif de rétablir la paix et la démocratie.

Sur le site <http://pagesperso-orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.